

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50233

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

tion, affirmait que l'Allemagne, devant le choix entre une division durable et la perspective d'une réunification, se devait de choisir la seconde alternative et donc de prendre le risque du communisme. Une des problématiques est de savoir pourquoi cette déclaration a eu un si fort écho, ce qui revient à poser la question de la place et du rôle des Églises dans la société allemande de l'immédiat après-guerre. Mais ceci pose aussi les deux questions fondamentales de cette période, à savoir les alternatives offertes à l'Allemagne face à la Guerre froide et la question de l'unité de la nation. On comprend donc l'impression, lors du tournant de 1989/90, de vivre un nouveau départ, avec enfin cette unité au cœur des espoirs (H. HÜR-TEN). Les églises qui s'étaient faites les championnes de cette unité ne pouvaient pas s'abstenir d'y contribuer de façon majeure. Si dans cette action, le poids de l'ouest fut décisif, l'Église évangélique de la RDA joua également un rôle non négligeable, comme le raconte Gottfried Braasch qui en fut un acteur.

Pour finir, si l'on connaît bien en France les craintes françaises vis-à-vis de la réunification allemande et que le récit fait ici, tout en rappelant l'articulation précise des réactions et la « fin des illusions », ne dévoile rien d'inédit (V. GUÉRIN-SENDELBACH), la perspective britannique permet une approche comparative (A. NICHOLLS). Mais cette perspective est en réalité multiple, d'où la difficulté d'en cerner les contours. Le point de vue de Margaret Thatcher, contrairement à celui du président français, évolua peu entre 1989 et 1990, pour des raisons liées à sa conception de la sécurité en Europe, peut-être aussi à cause de motifs personnels de méfiance envers l'Allemagne et enfin en raison de la volonté allemande de poursuivre et de renforcer la construction européenne, à un moment où l'on négocie l'UEM.

Le livre proposé ici présente à la fois les avantages et les inconvénients de ce type d'ouvrage. Il permet la présentation des avancées les plus récentes de la recherche, mais tous les aspects du sujet ne sont pas traités. De plus, on regrette qu'il n'y ait pas de conclusion générale en forme de synthèse. Il n'y a pas non plus de bibliographie générale, mais il faut remarquer que les notes des articles, très complètes, permettent un renouvellement bibliographique très utile. Un effort a cependant été fait puisque l'ouvrage dispose d'un index des noms de personnes et un autre des noms de lieux. Cet ouvrage n'apporte pas de « révélations » sur la question allemande, mais il permet d'en approfondir certains aspects dont quelques-uns sont assez rarement développés. Il prendra donc logiquement une bonne place dans la bibliothèque de tout historien spécialiste de cette période.

Françoise BERGER, Grenoble

Geschichte der Sozialpolitik in Deutschland seit 1945. Bd. 1: Grundlagen der Sozialpolitik, publ. par le Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung und Bundesarchiv, Baden-Baden (Nomos) 2001, XV-1227 p.; ISBN 3-7890-7314-8, EUR, 99,00; Bd. 2/1: 1945-1949. Die Zeit der Besatzungszonen. Sozialpolitik zwischen Kriegsende und der Gründung zweier deutscher Staaten, Bandverantwortlicher Udo WENGST; Band 2/2: Dokumente, Baden-Baden (Nomos) 2001, XII-1189 p. + CD-Rom, ISBN 3-7890-7315-6, EUR 169,00.

Nous rendons compte ici des deux premières livraisons d'une de ces entreprises qui manifestent une fois de plus la vitalité et l'efficacité de la communauté scientifique historique d'outre-Rhin. Il s'agit en effet d'un projet collectif de grande envergure se donnant pour but de brosser un tableau complet de la politique sociale en Allemagne de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à l'unification. Pour embrasser un demi-siècle d'évolutions, ce ne sont pas moins de dix volumes qui sont programmés, dont un pour la période d'occupation, cinq pour la RFA, trois pour la RDA et un volume conclusif pour la période 1989-1994. Encore faut-il ajouter qu'on a affaire en fait à des volumes doubles, puisque chaque période voit le volet analyse flanqué d'un tome de documentation. Pour mener à bien cet ambitieux projet, un comité éditorial réunissant les meilleurs spécialistes du sujet,

notamment les historiens Hans-Günther HOCKERTS et Gerhard A. RITTER, le sociologue Franz-Xaver KAUFMANN et le juriste Hans F. ZACHER peut s'appuyer sur le financement du ministère fédéral du travail et des archives fédérales.

Une architecture de cette ampleur appelant en quelque sorte un péristyle, les (deux fois) dix volumes annoncés sont précédés d'un volume initial, dont le but premier est évidemment de définir les présupposés et le cadre du projet. Bien que conçu comme une entrée en matière, ce volume spécifique se suffit néanmoins à lui-même: en posant les fondements d'une aussi vaste entreprise, les auteurs livrent en effet une sorte d'introduction générale à la politique sociale en Allemagne, qui peut à bon droit faire figure de manuel. De ces cinq parties, les plus remarquables sont sans doute celle de Michael STOLLEIS, chargé du regard rétrospectif, qui présente en 130 pages une synthèse à la fois extrêmement dense et bien charpentée de la politique sociale avant 1945, celle de Franz-Xaver KAUFMANN, qui replace le « modèle allemand » dans le contexte international sous une forme amplifiée, ce chapitre est entre temps paru sous le titre « Varianten des Wohlfahrtsstaates » (Suhrkamp, 2003), enfin, dans le premier chapitre consacré à la conception d'ensemble du projet, la contribution du même Kaufmann, qui, en analysant le concept, allemand par excellence, de *Sozialpolitik*, présente les linéaments d'une *Geistesgeschichte* de la politique sociale.

Les livraisons de Manfred SCHMIDT et H. ZACHER esquissent les fondements de la politique sociale après 1945. Soucieux de ne pas empiéter sur les volumes à venir et peut-être aussi parce qu'il traite d'un terrain déjà passablement connu, Zacher se focalise pour la RFA sur l'évolution globale du droit social, ce qui donne à son propos une tournure parfois bien abstraite. Schmidt reste, quant à lui, plus proche du terrain, en adoptant une perspective politologique replaçant de façon dynamique la politique sociale dans son cadre institutionnel, idéologique et économique. Plus de 130 pages de bibliographie, un index et des annexes telles que la liste des ministres, secrétaires d'État et présidents de l'Agence fédérale du travail achèvent de faire du volume un instrument de travail précieux.

Publié en même temps que le volume 1, le volume 2 nous livre plus de 1000 pages d'analyses sur la période d'occupation alliée de 1945 à 1949, assorties d'un deuxième tome, presque aussi épais, de documents. Le plan correspond à une grille d'analyse qui sera appliquée à tous les volumes suivants. Deux longues contributions renseignant sur le contexte constituent l'introduction. Écrites par Udo WENGST, qui est en outre coordonnateur de l'ouvrage, elles traitent d'une part du cadre politique, économique, juridique et culturel, d'autre part du champ de la politique sociale tel qu'il est perçu à l'époque, ainsi que des conceptions des acteurs (principalement partis, groupes de pression) qui investissent ce champ. Les dix-huit chapitres déclinant ensuite les diverses évolutions de politique sociale illustrent l'acception large du concept qui préside à l'entreprise: il n'y est en effet pas seulement question de santé, de sécurité sociale (sous toutes ses formes), de politique familiale ou de politique du logement, mais aussi de droit du travail, de politique contractuelle (pour la fixation des salaires) et aussi de politique éducative. Pour rendre compte des spécificités de la zone d'occupation soviétique, il est en outre question des entreprises comme agents de politique sociale et de la politique de fixation des prix à l'est de l'Allemagne.

Compte tenu de la fragmentation du paysage politique après la guerre (émiettement territorial, mais aussi imbrication parfois peu claire des responsabilités et des niveaux de décision), les analyses ne peuvent pas toujours être exhaustives. La nécessaire simplification qui oppose globalement les zones occidentales à la zone soviétique conduit parfois à passer sous silence certaines évolutions spécifiques de la Zone française d'occupation¹. Mais, dans le cadre d'un projet qui se doit de faire ressortir les lignes de force à l'œuvre dans les périodes

1 La référence reste à cet égard Rainer HUDEMANN, *Sozialpolitik und Sozialstruktur in der französischen Besatzungszone 1945–1949. Sozialversicherung und Kriegsopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik*, Mayence 1988.

ultérieures, de telles nuances ne sont pas vraiment pertinentes. De fait, les contributions vont à l'essentiel, en tirant essentiellement parti de l'abondante littérature publiée en ce qui concerne les zones occidentales, en exploitant aussi de façon plus novatrice des fonds d'archives pour la Zone d'occupation soviétique. Dans son chapitre conclusif, Wengst souligne l'importance de l'occupation comme période fondatrice. C'est d'une part le cas pour l'histoire de la division, tant il est vrai que, comme dans d'autres domaines, la politique sociale avait pris dès l'immédiat après-guerre des voies profondément divergentes, préfigurant la fracture Est-Ouest, bien avant que celle-ci ne soit sanctionnée par la politique. C'est d'autre part aussi le cas pour comprendre les structures de la protection sociale dans les deux États allemands, largement préformées dans la »préhistoire« d'avant 1949. Mais c'est ici aussi, dans le degré de détermination, que se marque derechef la différence Est-Ouest. Alors qu'en RFA, la discussion sur la politique sociale reste ouverte, et qu'un régime politique pluraliste permet effectivement des réorientations ultérieures, en RDA, la ligne engagée sous l'occupation soviétique prédétermine complètement l'évolution.

Des volumes programmés, le n° 8 sur la RDA de 1949–1961 est paru en 2004. L'éditeur annonce la sortie prochaine de ceux sur la RDA de 1971–1989 (n° 10), ainsi que sur la RFA de 1957–1966 (n° 4) et de 1989–1994 (n° 11). On attend cette moisson avec impatience.

Alain LATTARD, Paris

Barbara PORPACZY, *Frankreich-Österreich 1945–1960. Kulturpolitik und Identität*, Innsbruck (Studienverlag) 2002. 385 p. (Innsbrucker Forschungen zur Zeitgeschichte, 18), ISBN 3-7065-1411-7, EUR 41,90.

Il peut être utile de comparer les politiques françaises vis-à-vis de l'espace germanophone au sortir des guerres mondiales de 1918 et 1945. À chaque fois, Paris tend à s'assurer d'un règlement d'après-guerre empêchant toute nouvelle menace pouvant émaner de l'Allemagne. Comme on le sait, les stratégies sont différentes d'un après-guerre à l'autre. En ce qui concerne le traitement de la question autrichienne, en 1945, on est loin de la devise de Clemenceau selon laquelle »l'Autriche est ce qu'il reste« : Paris manifeste un réel intérêt à la renaissance politique, mais aussi identitaire de ce pays dont l'armée française occupe la partie ouest, c'est-à-dire le Tyrol et le Vorarlberg. Comme le constate l'auteur, »la France a peur de l'Allemagne et souhaite de ce fait l'affaiblir, elle a en revanche peur pour l'Autriche et souhaite de ce fait la renforcer« (p. 11). Se pose alors la question de la signification de la politique culturelle de l'occupant français en Autriche entre 1945 et 1960: s'agit-il d'un simple calcul de politique d'occupation visant notamment à affaiblir l'Allemagne, ou d'une véritable contribution et participation à la genèse d'une identité autrichienne distincte? Cette interrogation sert de base de départ à l'étude que livre l'historienne autrichienne dans son ouvrage, issu de sa thèse de doctorat présentée à l'université d'Innsbruck. Comment occuper un (bout de) pays qui vient de renaître après une parenthèse allemande et nationale-socialiste de sept ans, période de mobilisation propagandiste intense? Comment guider au mieux son retour à la démocratie en contournant les pièges classiques d'un régime d'occupation?

Comme l'avaient démontré les Allemands en France occupée quelques années auparavant, la politique culturelle peut alors être un outil faisant oublier les rapports entre occupés et occupants, à condition toutefois qu'elle soit gérée de manière parfaitement séparée de l'administration militaire. C'est effectivement l'objectif initial du ministère des Affaires étrangères français; objectif qui se heurte cependant d'une part à une certaine incompréhension de la part du général Béthouart, commandant en chef français, et d'autre part aux insuffisances matérielles de la nouvelle implantation dirigée par Eugène Susini, germaniste de l'université de Lille, ancien directeur de l'Institut français de Vienne jusqu'en 1939 (et, par-